

ARRETE PORTANT MISE EN DEMEURE DE QUITTER LES LIEUX

Arrêté n°2022-29

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment dans ses articles L.2212-2 et suivants,

VU le constat établi par Maître PRECHEUR, huissier de justice, à la demande de la Direction interdépartementale des routes d'Ile-de-France concernant un campement de fortune situé en contrebas de l'autoroute A86 intérieure (direction Bobigny) à Saint-Denis, au niveau de la bretelle n°8b,

VU le courrier de Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis en date du 11 octobre 2022 alertant la Commune sur le danger engendré par la présence du campement susvisé,

VU le rapport d'information de la police municipale en date du 31 octobre 2022 constatant la présence du campement susvisé et mettant en exergue le danger pour la sécurité publique engendré par la présence de ce camp,

VU le rapport de visite des inspecteurs de salubrité de la Commune en date du 4 novembre 2022 faisant état des risques pour la sécurité et la santé publiques engendrés par la présence du campement susvisé,

CONSIDERANT qu'un campement de fortune est installé, sans droit ni titre, sur une parcelle, propriété de la Direction interdépartementale des routes d'Ile-de-France, située à Saint-Denis, en contrebas de l'autoroute A86 intérieure (direction Bobigny) à Saint-Denis, au niveau de la bretelle n°8b,

CONSIDERANT que ce campement est composé de quatre constructions précaires occupées par huit adultes et deux enfants,

CONSIDERANT que ce campement ne dispose pas d'accès piéton sécurisé depuis la voie publique et que l'accès pour les occupants du campement ne peut se faire qu'en traversant à pied, d'abord, le chantier d'aménagement système d'échangeur Pleyel (A86) et Porte de Paris (A1), puis la bretelle n°8b (sortie de l'A86),

CONSIDERANT les risques importants d'accident de la route dès lors que les occupants du campement franchissent à pied la bretelle n°8b alors qu'ils sont régulièrement chargés et que cette dernière est une sortie d'autoroute à grand affluence,

CONSIDERANT le risque d'incendie élevé au regard :

- de la nature des matériaux inflammables constituant les cabanes de fortune (planches de bois, bâches en PVC, tapis, etc.),
 - des branchements électriques sauvages ainsi que des installations électriques dangereuses et anarchiques (présence de nombreux fils électriques volants et de multiprises utilisés pour permettre une alimentation d'appareils électriques et un éclairage),
- de l'accumulation d'encombrants et déchets, sur une partie du terrain et qui sont, pour certains, de nature à entraîner une rapide propagation des flammes en cas de départ de feu, sans compter les risques d'intoxication pour les occupants de ce camp

Mairie
de Saint-Denis

Boîte postale 269

93205 Saint-Denis

cedex

TELEPHONE :

01 49 33 66 66

TELECOPIE :

01 49 33 69 69

SITE INTERNET :

www.ville-saint-denis.fr

Tous les courriers doivent être
adressés impersonnellement
à Monsieur le Maire.

Accusé de réception en préfecture
093-219300662-20221114-2022-AJCM-176-AR
Date de télétransmission : 14/11/2022
Date de réception préfecture : 14/11/2022

ainsi que le risque d'un dégagement de fumée opaque réduisant la visibilité des automobilistes empruntant l'autoroute ainsi que la bretelle de sortie,

CONSIDERANT qu'en cas de déclenchement d'un incendie, la présence de matériaux contenant des solvants, (bois aggloméré), de divers câbles plastiques et de toiles en plastiques généreront un enfumage nocif pour les occupants et les riverains,

CONSIDERANT que le risque d'incendie est aggravé du fait de la très difficile accessibilité du terrain aux secours,

CONSIDERANT qu'en l'absence de sanitaires et d'eau courante, les occupants font leurs besoins sur le terrain, ce qui entraîne la présence de cloaques ainsi que d'excréments et favorise la prolifération des rongeurs et de germes pouvant être pathogènes,

CONSIDERANT que compte tenu de la période hivernale actuelle, l'absence d'isolation implique que l'intérieur des cabanes est très humide et très froid engendrant des risques d'hypothermie pour ses occupants et les poussant, pour se chauffer, à utiliser des branchements électriques dangereux et à utiliser des appareils à gaz et des dispositifs de type braséro, accentuant ainsi un risque d'intoxication au monoxyde de carbone,

CONSIDERANT qu'il résulte de cette occupation un manque d'hygiène et de salubrité ainsi que des risques graves et importants pour la sécurité auxquels sont exposés les occupants des habitations de fortune ainsi que les usagers de la route,

CONSIDERANT qu'il y a urgence à faire cesser cette situation et qu'il convient de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser ce danger grave et imminent pour la sécurité publique,

CONSIDERANT que l'évacuation des occupants sans droit ni titre présente un caractère d'urgence et de nécessité eu égard aux risques graves et immédiats qui résultent de leur présence tant en matière de salubrité que de sécurité publique,

CONSIDERANT qu'aucune autre solution technique ou humaine, ne pourrait permettre de remédier à cette situation de dangerosité imminente constituée par l'état d'insalubrité des lieux, les conditions sanitaires particulièrement difficiles ainsi par le risque pour la sécurité des occupants et des usagers de la route,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Il est fait commandement de quitter et libérer de toutes personnes, de tous biens et déchets le campement d'habitations installé, sans droit ni titre, sur le terrain situé à Saint-Denis, en contrebas de l'autoroute A86 intérieure (direction Bobigny) à Saint-Denis, au niveau de la bretelle n°8b, et ce au plus tard, dans un délai de quarante-huit heures à compter de la notification du présent acte.

ARTICLE 2

Passé ce délai, à défaut d'avoir quitté les lieux, il sera procédé à l'évacuation de tous les occupants, si nécessaire avec le concours de la force publique.

ARTICLE 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa notification aux intéressés, ou de sa publication, devant le tribunal administratif de Montreuil.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification ou de la publication de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal Administratif peut être également saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, le Directeur territorial de la sécurité de proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont la copie sera transmise aux fins de publication par Monsieur le Maire, de Saint-Denis et pour affichage sur les lieux et dont notification sera faite aux occupants sans titre de l'emprise susvisée. Le présent arrêté sera également publié sur le site Internet de la Mairie de Saint-Denis, conformément au III de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales. Une copie du présent arrêté sera également transmise aux propriétaires de l'emprise susvisée.

Fait à Saint-Denis, le 14 NOV. 2022



Le Maire de Saint-Denis,

Mathieu HANOTIN

Accusé de réception en préfecture
093-219300662-20221114-2022-AJCM-176-AR
Date de télétransmission : 14/11/2022
Date de réception préfecture : 14/11/2022

Arrêté publié sur le site internet de la Ville le :

14 NOV. 2022